

July 30, 2012

Hon. Deborah Matthews  
Minister of Health and Long Term Care  
10<sup>th</sup> Floor  
Hepburn Block  
80 Grosvenor Street  
Toronto, Ontario  
M7A 2C4

Dear Minister,

The personal support workers' registry, which the province will establish on August 1, establishes a regulatory regime for personal support workers, which has all of the prejudicial aspects of professional regulation while conferring none of the benefits.

Other regulated professions enjoy a balancing of the disclosure of personal information and exposure to loss of right to practice with appropriate due process, representation and professional designation.

The fact that the registry is maintained by an employer organization has been raised by CUPE as a major concern. Given that employers investigate and discipline at the workplace level, giving an employer organization oversight of the registry, where such investigations and disciplines are reviewed, is fatally flawed. Such an appeal mechanism would not be acceptable for another registered profession.

Further, the appeal mechanism available to personal support workers under the registry to contest decisions concerning their continued right to practice denies PSW's the fundamental due process rights which must be inherent in any fair and just review system and which are available to all other regulated professions.

Finally, private information of personal support workers will be available to the general public through the registry. For other registered professions, such disclosure is balanced by the offsetting benefits of a fair review system, professional designation and by appropriate compensation.

In the case of personal support workers, none of these benefits flow. This is a dollar-store form of regulation, which benefits the province at the expense of the rights and dignity of personal support workers.

...2

The Ministry of Health delivers homecare services cheaply through the ongoing exploitation of personal support workers, whose employment security, hours of employment, wages and benefits have been devastated by the competitive bidding process.

It is our view that the registry as currently proposed constitutes the exploitation of personal support workers by denying the treatment that would and should be accorded to any other regulated profession.

While CUPE and a number of other organizations representing personal support workers have raised these and other serious concerns about the planned registry through the registry steering committee, it is clear your government plans to push through this deeply flawed model. As a result CUPE is withdrawing from participation on the registry steering committee immediately.

We would appreciate an opportunity to meet with you to discuss these concerns in detail.

Thank you for your consideration to the above.

Sincerely,



Fred Hahn  
President



Candace Rennick  
Secretary-Treasurer

cc: Charles Beer, PSW Steering Committee Chair  
Michael Hurley, 1<sup>st</sup> Vice-President  
Kelly O'Sullivan, HCWCC member

Cope343

30 juillet 2012

L'Honorable. Deborah Matthews  
Ministre de la Santé et des soins de longue durée  
10<sup>e</sup> étage  
Hepburn Block  
80, Rue Grosvenor  
Toronto, Ontario  
M7A 2C4

Madame la ministre,

Le registre des préposés aux services de soutien à la personne que la province a décidé de mettre en place le 1<sup>er</sup> août impose aux préposés aux services de soutien à la personne un régime de réglementation qui contient tous les aspects préjudiciables d'une réglementation professionnelle, sans leur conférer aucun de ses avantages.

Les autres professions réglementées profitent d'un équilibre entre la divulgation des informations personnelles et le risque de perte du droit de pratique par le biais d'une procédure établie, d'une représentation et d'une désignation professionnelle.

Le fait que le registre soit confié à une organisation d'employeurs a été souligné par le SCFP comme étant une préoccupation majeure. Comme les employeurs enquêtent et imposent des mesures disciplinaires sur les lieux de travail, accorder à une organisation d'employeurs un droit de regard sur le registre contenant ces enquêtes et mesures disciplinaires constitue une faiblesse majeure. Un tel mécanisme d'appel ne serait jugé acceptable par aucune autre profession enregistrée.

De plus, en vertu de ce registre, le mécanisme d'appel dont disposent les préposés aux services de soutien à la personne pour contester les décisions concernant le maintien de leur droit de pratique prive les préposés de leurs droits en vertu d'une procédure établie lesquels doivent être inhérents à tout système de révision juste et équitable, droits dont profitent toutes les autres professions réglementées.

Enfin, le registre mettra à la disposition du public les informations personnelles concernant les préposés aux services de soutien à la personne. Pour les autres professions réglementées cette divulgation est contrebalancée par les avantages d'un système équitable de vérification, l'appellation professionnelle et une rémunération appropriée.

...2

Les préposés aux services de soutien à la personne ne profitent d'aucun de ces avantages. Il s'agit d'une réglementation digne des magasins à 1 \$ qui profite à la province au détriment des droits et de la dignité des préposés aux services de soutien à la personne.

Le Ministère de la Santé dispense des soins à domicile à faible coût grâce à l'exploitation des préposés aux services de soutien à la personne qui ont vu leur sécurité d'emploi, leur salaire et leurs avantages sociaux anéantis par le processus de soumission en régime de concurrence.

Nous croyons que le registre tel qu'il est actuellement proposé favorise l'exploitation des préposés aux services de soutien à la personne en leur refusant le traitement qui serait et devrait être accordé à toute autre profession réglementée.

Même si le SCFP et d'autres organisations représentant des préposés aux services de soutien à la personne ont soulevé ces préoccupations par le biais du Comité directeur du registre, il semble clair que votre gouvernement a malgré tout l'intention d'aller de l'avant avec ce modèle bourré de lacunes. En conséquence, le SCFP a décidé de se retirer immédiatement du Comité directeur du registre.

Nous apprécierions avoir une occasion de vous rencontrer afin de discuter plus en détails de nos préoccupations.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente.

En toute sincérité,



Fred Hahn  
Président



Candace Rennick  
Secrétaire-trésorière

C.C. : Charles Beer, Président du Comité directeur du registre des préposés aux services de soutien à la personne  
Michael Hurley, 1<sup>er</sup> Vice-président  
Kelly O'Sullivan, Membre du CCTSS

Sepb343